

Montreuil, le 3 Juin 2021

ORANGE

Panne des numéros urgences : Les dégâts de la privatisation des Télécommunications

Un incident majeur est intervenu hier soir sur le réseau Orange impactant fortement l'accès aux numéros d'urgence. Le problème serait lié au dysfonctionnement d'équipements appelés-call-servers qui assurent une passerelle entre les services de voix sur IP (mobile sur Internet) et le réseau cuivre (RTC).

La CGT est tout d'abord solidaire avec les usagers qui ont dû subir ces dysfonctionnements avec victimes indirectes de cette situation grave, entraînant des conséquences dramatiques puisque la presse annonce un décès et deux prises en charge tardives d'AVC.

La CGT constate que cette indisponibilité majeure fait suite à une recrudescence d'incidents plus localisés mais de même type. Dans l'Oise, la Haute Savoie ou à Narbonne ces événements avaient récemment impactés les services d'urgence. En Bretagne une panne avait également coupé l'accès téléphonique cuivre à une grande partie de la Région.

La multiplicité de ces situations ne peut être due à des erreurs humaines, mais bien à une politique industrielle défaillante. La CGT ne cesse de dénoncer la perte de maîtrise des réseaux, qui sera accentuée avec le plan stratégique d'Orange en cours : Engage 2025.

Les causes de ces dysfonctionnements sont pourtant déjà connues :

- Un sous-investissement chronique dans les réseaux et notamment le réseau RTC qui fait régulièrement la une de la presse.
- Une politique de l'emploi mortifère et des pertes de savoir-faire qui rallongent les délais de rétablissement. Lors de l'incident intervenu en Bretagne, Orange a dû appeler au secours des techniciens partis en retraite ...
- Une augmentation exponentielle de « swap » (mises à jour) sur des équipements anciens qui doivent supporter des charges de plus en plus importantes, ce qui évidemment multiplie les risques d'incidents.
- Des économies et des exigences de délais qui interdisent de tester en amont ces évolutions comme cela était pratiqué il y a encore quelques années.
- Un transfert massif d'activités vers les constructeurs et vers la sous-traitance offshore qui accentuent toujours plus la perte de maîtrise sur nos infrastructures.

La CGT conteste ces choix qui sont opérés depuis des années. La déréglementation et la financiarisation de notre secteur d'activité sont à l'origine de ces problèmes. Il n'est pas inutile de rappeler qu'Orange a versé ces 10 dernières années 25 milliards d'euros de dividendes, soit la totalité de ses bénéfices sur cette période.

L'Etat a bon dos aujourd'hui de s'offusquer de ces incidents, alors qu'en tant que premier actionnaire il a toujours validé les plans d'économie qui sévissent à Orange depuis 20 ans et encouragé une politique de dividendes forts comme cela est le cas encore en 2021.

Si l'on ne veut pas connaître le sort des chemins de fer anglais, il est urgent de changer de stratégie. Plus que jamais les services de télécommunications sont un service vital pour la Nation et force est de constater que la privatisation du secteur s'avère être un échec. La CGT appelle à poser sur la table la question de la reconquête d'un service public des télécommunications.

L'Etat doit garantir la sécurité des citoyens, et pour cela doit s'assurer que les opérateurs prennent toutes les mesures pour assurer ce service qui œuvre pour la sauvegarde de la vie humaine, en sécurisant les réseaux.